

Les Dimensions politiques dans la réalité quotidienne des femmes

Je n'ai pas choisi le titre de mon exposé, mais j'ai accepté de le faire quand on me l'a proposé.¹ Ayant déjà une vague idée du problème, je croyais pouvoir m'y fier. Mais à la veille de cette journée, une grande stupeur m'envahit. Comment traiter un tel sujet en 20 minutes, alors qu'il pose un problème central que depuis bientôt deux ans on discute sans pouvoir en trouver l'issue? Comment surtout le structurer pour qu'il réponde aux exigences d'un public dont je ne connais pas *a priori* les attentes. Car il serait somme toute assez vain de se lancer dans ces élucubrations théoriques sur les notions de politique et réalité quotidienne. Chacun sait que ce sont des termes qui recouvrent des éléments très différents de ce qu'on appréhende comme étant sa vie. Généraliser sur la réalité quotidienne des femmes quand on sait combien elle est diverse, multiple et rebelle à toute catégorisation, serait absurde. Du moins, je ne me sens guère le courage de réduire ce qui est myriade de vies à des banalités plates.

J'ai donc choisi de vous présenter mes réflexions personnelles pour ce qu'elles sont. Comme toutes les réflexions, elles partent de ce qui fait mon expérience propre. Je tenterai en cours de route de formuler les questions qui ont surgi de ce cheminement et les pistes de recherches qui s'en dégagent. Telles sont les limites que je pose d'emblée à cet exposé.

Ceci dit, ce que j'aborderai en premier c'est l'exclusion des femmes du domaine de la politique. Vérité première qui ne peut se comprendre sans son corrélatif: l'importance des femmes dans les sphères du pouvoir. Sans vouloir revenir à ces vieux clichés qui montraient la force que détenaient les maîtresses des rois, ou encore le rôle primordial joué par ces femmes tenant salon, ou plus simplement à l'importance du matriarcat dans certaines sociétés, il me semble utile de replacer certains éléments.

Mon hypothèse telle que j'essaierai de la développer dans cet exposé *c'est que les femmes exclues du pouvoir politique ont tissé une infinité, une multitude de pouvoirs marginaux par lesquels elles s'expriment.*

In this paper, originally presented to a group of women at Sherbrooke, the author discusses the political dimension of our daily lives. To a large extent her reflexions are based on courses given both at the University of Québec and at University Laval and which reveal some very interesting information about the voting patterns of Québec women. While congratulating the reformist movements of the last 10 or 15 years on their achievements, she also goes on to point out that women are still absent from the decision-making process and attributes this largely to the fact that power seems to many to have deprived women of their feminine identity. She considers the most important aspect of the various women's movements to be a demand for control over their own bodies, demands that are revolutionary in so far as they demolish barriers between the social and the private, as well as calling into question the established institutions of our society. She rejects, therefore, the idea that women should have one place of power because our subversion should be total. If we are absent from the political domain, perhaps it is because we refuse to recognize that it has any value.



Aujourd'hui tenter de codifier ou de canaliser cette multitude en un serait une erreur. C'est pourquoi je pense que l'attitude des femmes envers le pouvoir politique est une ruse suprême pour s'en tenir écartées plutôt qu'une oppression.

1. En ce qui me concerne, j'aimerais commencer par quelques constatations tirées des cours que j'ai donnés ces deux derniers semestres à l'UQAM et à l'Université Laval à Québec. Bien qu'on ne puisse en aucun cas généraliser à partir de ces deux exemples, on peut toutefois en tirer quelques leçons.

À l'UQAM, le cours fut donné dans le cadre d'une série de cours que le Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur les femmes organise; six à sept cours sont donnés chaque session dans plusieurs départements. J'étais chargée de celui concernant les Femmes et la politique. Quatre-vingts à 90 personnes y ont assisté régulièrement, dont 60 m'ont remis des travaux. C'est à partir des ces travaux, dont les sujets étaient librement choisis que je tirai quelques remarques. Les étudiants, réguliers de l'UQAM pour moitié, libres pour l'autre moitié, avaient entière latitude pour définir leurs sujets d'étude. Evidemment l'organisation même du cours leur en suggérait la teneur. Le cours qu'on avait divisé en trois parties comprenait une première partie qui s'intitulait 'Les théories politiques sur et pour les femmes', une deuxième 'Quelles voix pour la libération des femmes' et une troisième 'Vers une anthropologie du pouvoir des femmes'. Ce qui revenait à dire qu'on voulait couvrir à partir d'un seul et même cours l'ensemble de l'existence publique des femmes. Or il nous est très vite apparu que de fait nous n'y parvenions pas, et qu'au contraire c'était une connaissance éclatée que nous pouvions faire jaillir.

Une connaissance extrêmement partielle qui tentait d'appréhender tour à tour et pêle-mêle les mouvements politiques des femmes dans leurs revendications électorales ou syndicales; les attitudes gouvernementales et légales par rapport à elles; les nécessités clairement définies ou

non d'organisations autonomes des femmes pour revendiquer ou exiger l'égalité. L'indépendance, bref la reconnaissance pleine et entière de l'individualité féminine. Tout cela se faisant dans la plus grande confusion des termes et des sujets. Des sujets traités par les étudiants, pas un n'abordait le problème des rôles politiques attribués ou non aux femmes. Rien sur le vote ou les postes gouvernementaux par exemple.

Ce qui revenait le plus souvent c'est la discussion sur les mouvements politiques de femmes: mixtes ou pas, autonomes par rapport aux organisations traditionnelles ou pas, comités syndicaux de la condition féminine etc. . . Sorti de ce champ, qu'on ne savait d'ailleurs pas trop comment aborder, l'autre mode de réflexion s'attachait à critiquer les recommandations du CSF dans son ouvrage *Egalité-Indépendance*. Le seul travail dans lequel nous nous sommes impliquées de façon massive, c'est dans l'expérience du recueil des récits de vie de femmes. Mais j'y reviendrai plus loin.

Ce qui ressort donc de cette expérience, par ailleurs passionnante, c'est l'incapacité que nous avons de poser les problèmes en termes de politique. Au départ, comme à la fin du cours, la sphère du politique nous restait étrangère, tout au plus pouvions-nous la contester, mais jamais ne l'avons-nous vraiment pénétrée. Cela restait un domaine entièrement, pour ne pas dire exclusivement, étranger, autre, sans doute alors masculin.

Deuxième Expérience: A l'Université Laval, ce fut un séminaire de maîtrise qui promettait enfin de faire la lumière sur le même sujet. Fonctionnant en petit groupe de 13 personnes, nous nous promettions de dévoiler tous les secrets que les Femmes avaient envers la politique. Nous avons donc choisi collectivement d'aborder le problème par le biais des thèmes qui nous paraissaient centraux: Corps, Famille, Travail.

Brièvement ce qui s'est alors passé c'est qu'on a tout simplement tenté d'interpréter la réalité sociale en inversant les rapports dominants et en les relisant à la lumière de l'intervention des Femmes.

L'avenir de la famille dans les rapports sociaux actuels, l'inégalité dans le travail, l'oppression sexuelle étaient certes des sujets importants à aborder mais en aucun cas ils ne pouvaient remplacer une analyse centrée sur le pourquoi et le comment de la domination mâle en matière de politique, d'Etat, de fonctionnement global du corps social.

Qu'en faut-il conclure? Doit-on y voir l'incapacité du milieu universitaire à identifier et analyser les problèmes politiques? Etant très critique par rapport aux milieux universitaires en général, je n'aurais guère hésité à choisir cette explication et à me trouver moi-même un autre sujet de recherche.

Mais le problème me semble bien plus complexe que ça. Car cette incapacité de définir l'intervention des femmes dans la politique ne nous est pas spécifique. D'autres que nous partagent cet aveuglement. Des vingt femmes que nous avons rencontrées et interrogées, aucune n'a pu nous dire qu'elle faisait de la politique, ou même qu'elle y portait un

quelconque intérêt. Un mot sur cette troisième expérience.

Dans le cadre d'un *projet de recherche* que je dirige sur la perception de l'histoire du Québec par les femmes, j'utilise la méthode dite autobiographique qui consiste à établir des récits de vie et à les analyser pour mesurer aussi bien le changement social que les itinéraires individuels pour comprendre mieux le tissu social. Ces entrevues, d'où le questionnaire sociologique est exclu, permettent de mesurer l'évolution personnelle et comment elle est vécue puis racontée. A partir d'une vingtaine de récits, ce qui ressort c'est l'incapacité totale des femmes interrogées de comprendre ou même d'entrevoir et *a fortiori* de s'insérer dans 'la politique'. Domaine *a priori* exclu dont on perçoit seulement les formes ponctuelles du vote, de la lecture du journal et des nouvelles à la télévision. Et encore.

Les femmes de 60 ans et plus n'ont pas l'habitude de voter et pour cause (le droit de vote est obtenu tardivement ici, en 1940) et pour leur premier vote, elles s'efforçaient soit de ne 'pas annuler le vote de leur mari' en lui demandant pour qui il votait, soit encore de voter comme la famille avait toujours voté (c'est-à-dire comme le père votait), soit de s'abstenir complètement. Il est rare de voir les convictions électorales nettement affirmées. Dans la classe d'âge des femmes entre 35 et 60 ans, il est plus fréquent de trouver les tendances habituelles des rouges et des bleus se démarquer chez les femmes. Mais là il y aurait tout un travail à faire pour en définir les zones, pourquoi et comment ces habitudes de vote se sont prises. Dans la classe d'âge de 18 à 35 ans, le désintérêt pour le vote est presque total. Chez les jeunes femmes interrogées, elles nous disent d'emblée ne pas s'intéresser à la politique. Mais s'il est impossible de conclure à partir de si maigres échantillons, il est important de



poser des questions.

Comment se fait-il qu'environ 100 personnes (étudiants et moi-même inclus), de tous les âges et milieux socio-professionnels aient tant de difficultés à définir leur rôle dans le vie politique? Comment se fait-il qu'il y ait si peu d'études — peu en français, quelques-une américaines — qui abordent le problème des femmes et de la politique? Pourquoi les femmes, même quand elles ont accès au domaine public, accèdent-elles rarement au pouvoir? Quels rapports entretiennent-elles avec ces monstres que sont le pouvoir, l'autorité, la politique, la violence?

Comment arrivent-elles à établir un *modus vivendi* avec le pouvoir politique duquel elles sont majoritairement exclues, dans leurs vies de tous les jours.

2. Deux voix au moins peuvent être distinguées, dans le mouvement des femmes actuellement.

La première qu'on qualifie à tort de réformiste, est celle qui est majoritaire du mouvement féministe des années '60. C'est celle qui revendique l'accès des femmes à l'égalité juridique, sociale, politique. Les femmes ne sont pas des enfants; elles sont des individus à part entière. L'*Equal Rights Amendment* américain et les tentatives similaires partout ailleurs dans le monde occidental tendent à rectifier les oppressions les plus criantes. Ouverture de tous les postes décisionnels aux femmes, action positive, droits de la personne, conseil du statut de la femme etc. . . D'une importance fondamentale, ce mouvement vers l'égalitarisation ou vers l'interchangeabilité des rôles nous est à toutes bénéfique. Mais on peut dire après quelques années d'expérience que cela est loin de résoudre le problème que les femmes par leurs revendications posent à l'ensemble de la société. Car en fait d'interchangeabilité des rôles, on en vient très vite à occuper la place tenue par le

pouvoir mâle.

Une étude récente faite sur le personnel féminin d'une université du Nord-Est des Etats-Unis a voulu tester l'attitude des femmes en position de pouvoir ou d'autorité. L'auteur Sharon S. Mayes tire des conclusions qui peuvent nous intéresser. Elle constate d'abord le désarroi dans lequel sont plongés les subordonnés quand c'est une femme qui occupe le poste supérieur. Nous avons tous pu constater la surprise et l'étonnement autour de nous quand c'est une femme qui dirige. C'est encore aujourd'hui considéré comme un phénomène spécial, loin d'être intégré à la vie quotidienne. Mais pire encore, les femmes-cadres hésitent à changer l'aspect du poste qu'elles occupent et se conforment entièrement au pouvoir qu'elles doivent assumer. C'est ainsi qu'on voit des femmes s'identifier entièrement aux fonctions qu'elles assument et devenir encore plus tyranniques que les hommes qui occupent les mêmes fonctions. Il semble que le désir d'en faire plus pour montrer aux autres qu'on est compétent amène ces femmes à perdre toute forme d'auto-conscience. Finalement le poste d'autorité reste un poste de pouvoir, qu'il soit occupé par un homme ou par une femme. Le sexe de celui

qui l'occupe ne change en rien l'oppression qu'il peut produire. Mais l'auteur de cette enquête va plus loin que ces simples constatations. Elle remarque que les femmes, appelons-les cadres ou leaders, apparaissent aux autres comme n'ayant pas résolu le conflit famille/carrière. Et c'est cela que je soulignerai. Ces femmes qui ont intégré la sphère du pouvoir public semblent l'avoir fait au détriment de leur famille et pire encore, au détriment de leur sexualité. C'est la perte de ces valeurs précieuses que les autres femmes ne veulent en aucun cas subir. C'est ainsi que Mayes en arrive à expliquer que le pourcentage des femmes au pouvoir décisionnel n'a pas dépassé le 1% de l'ensemble du personnel dans cette université. Pour elle, les femmes dans leur grande majorité refusent de remettre en cause ces valeurs qu'elles jugent fondamentales et préfèrent s'abstenir d'exercer le pouvoir public. Pour elles pouvoir politique ou public équivaut à une perte de ce qui leur semble être leur identité de femmes, leur pouvoir propre, à savoir celui qu'elles détiennent sur la société à partir de leur famille et de leur sexualité.

Cet exemple que j'ai grossièrement schématisé a l'avantage de rendre plus concret le problème que nous nous posons sur le pouvoir. Est-il irrémédiable que la place du pouvoir soit celle de la violence et de l'oppression des autres et que quiconque l'occupe assume cette fonction? Les hommes auraient-ils de façon définitive entaché le pouvoir politique de tous ces attributs qui le rendent odieux à l'autre sexe? Et dans ce cas, quel intérêt avons-nous à lutter pour ce pouvoir? Si nous sommes condamnées à seulement occuper la place des hommes, que reste-t-il de cette subversion sociale dont le mouvement féministe se dit porteur? Tout cela ne serait-ce que mots dont nous nous affublons pour prendre tout simplement leur place?



Je ne pense pas. C'est pourquoi j'ai une deuxième piste d'interprétation pour répondre à ces questions.

C'est au niveau du quotidien, de l'anthropologique, que les femmes sont fortes. C'est au niveau de ces multiples pouvoirs que les femmes remettent constamment en cause qu'elles sont un enjeu politique formidable dans les sociétés actuelles. Et il me semble bien que les mouvements de femmes, consciemment ou non, le savent bien. Je m'explique.

Quand les femmes exigent le contrôle de leur corps et donc de leur sexualité, elles ébranlent toutes les lois établies du contrôle social sur les individus. Que ce soit par la demande désormais généralisée à tous les pays occidentaux du droit à l'avortement ou par le contrôle de leur propre natalité par la contraception, les femmes abattent les barrières qui séparaient corps social et corps humain puisque leur propre natalité est ce qu'on appelle la démographie des sociétés. Cette confusion des genres que les femmes par leurs prétentions totalisent, remet en cause l'ordre social établi. En commençant par le corps médical, en passant par l'institution religieuse et en arrivant au corps civil par excellence, l'Etat, tous les corps constitués se trouvent obligés de méditer sur le corps féminin. Certains disent avec beaucoup d'à-propos que c'est la jouissance-extase féminine qui éclate dans le corps social et lui saute aux yeux en même temps qu'elle fait tout sauter. En mélangeant sexualité, travail, reproduction (à la fois d'enfants et de plus-value), les femmes font éclater ce qui a été soigneusement érigé comme l'ordre naturel que nos sociétés prétendent suivre. Voilà que désormais le désordre s'oppose à l'ordre.

Or les implications politiques du désordre sont nombreuses et fâcheuses. On fera tout pour canaliser ce qui peut devenir un véritable raz-de-marée. Imaginer que tout le monde fasse ce qu'il veut de son corps et c'en est fait du travail, de la discipline, de la société occidentale! Alors, heureusement il y a des gardes-fous. Ce sont précisément ceux du

partage du pouvoir. Si on assigne aux femmes un lieu de pouvoir et un seul, cela jouera comme soupape de sécurité. Ce lieu ça a été et c'est encore la famille. Lieu dans lequel toutes les stratégies peuvent se jouer et se déjouer sans que les interférences politiques ne soient directement ressenties. Dans nos interviews de femmes, c'est bien entendu ce qui ressort: la femme c'est la reine du foyer, et elle s'y attelle; l'éducation et l'élevage des enfants étant la récompense sociale de ce dévouement privé. Mais avec le temps cette sphère du pouvoir féminin devient de plus en plus étriquée. D'abord la famille se resserre et donc les réseaux d'influence diminuent. Il y a moins de monde à orienter, à dominer. De plus cette place en tant que telle est dévaluée de tout pouvoir décisionnel. Tout au plus y garde-t-on le pouvoir de consommer. Donc il faut trouver d'autres lieux à octroyer aux femmes. Dépendant des moyens, on aura souvent recours aux fonctions auxquelles le pouvoir est inhérent, c'est-à-dire où les femmes seront tenues de prendre la même attitude que les hommes pour exercer la fonction. C'est la tendance actuelle. Avec la meilleure volonté du monde et les meilleures intentions, les femmes au pouvoir politique se voient contraintes tout au mieux d'aménager des espaces vivables; mais elles ne peuvent rien changer fondamentalement aux rapports existants, tout au plus les dénonceront-elles. Dans la plupart des cas elles s'y accommoderont et reporteront, comme tout le monde, sur le changement global de la société la tâche du changement radical des rôles sexuels.

Mais il me semble que conjointement à cette attitude et sans l'exclure, il est des façons multiples de faire échec au pouvoir oppresseur. Et c'est par là que je voudrais conclure parce que c'est ce qui me semble

être le plus prometteur dans les mouvements féministes actuels. C'est qu'en refusant de se voir imposer une place, un lieu d'où leur revendication pourrait être entendue, elles contraignent, l'ensemble du corps social à se définir par rapport à ce qu'elles demandent, exigent, veulent. La panoplie des revendications est impressionnante. On n'a pas fini d'en faire la liste. Elles touchent tous les domaines de la vie publique et privée sans distinction, et par là contredisent une des formes d'oppression les plus vicieuses du pouvoir politique: la sectorisation de la vie des individus en catégories fonctionnelles.

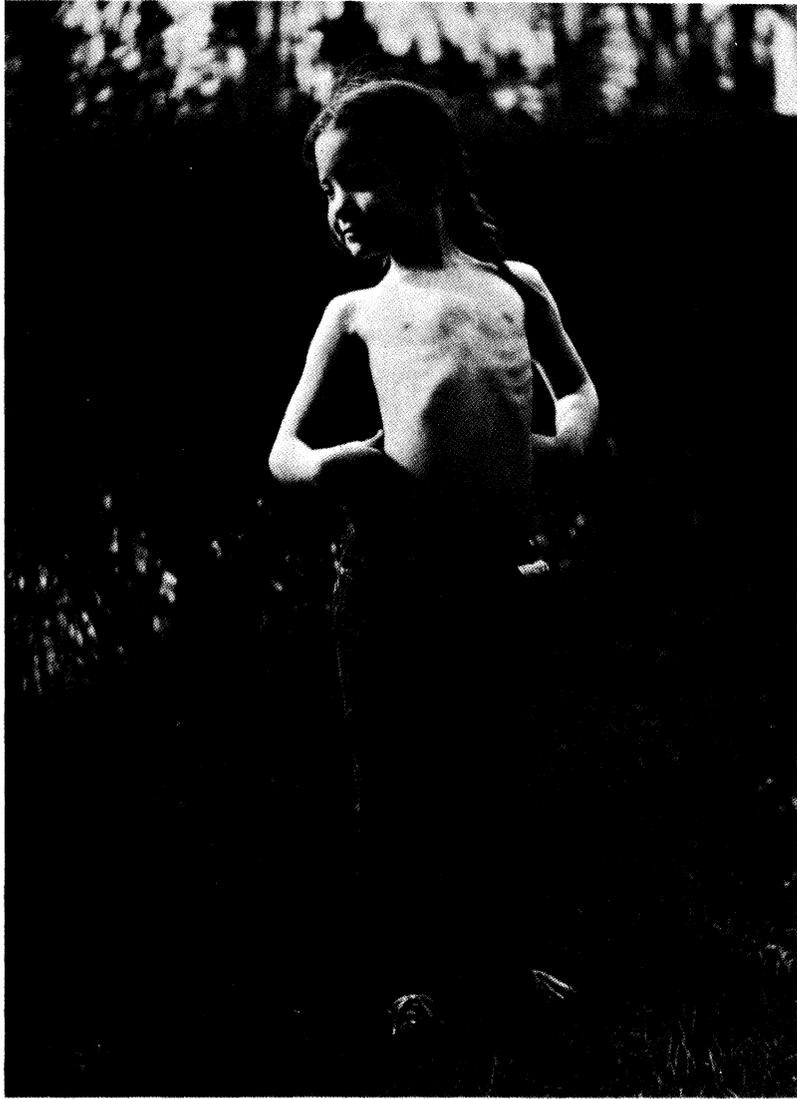
Parce qu'elles n'ont pas un programme politique unique et univoque qui nous promet l'émancipation de l'humanité si on le suit à la lettre, les femmes ouvrent la voix à une subversion sociale infiniment plus totale. Parce qu'elles ne parlent pas uniquement du lieu du politique, les femmes peuvent aussi ébranler la politique. Parce qu'elles détiennent des formes de pouvoir qui ont été dévalorisées par la politique détenue par les mâles, les femmes sont désormais à même de contester le bien fondé de la politique sous toutes ses formes et de tous les lieux que les femmes subvertissent le pouvoir et s'en rient.

Ainsi, si j'ose dire, la boucle est bouclée. D'une constatation négative, celle de l'absence des femmes dans le domaine politique, on en arrive à une stratégie victorieuse, à savoir de dévaloriser à notre tour la politique. Ruse suprême des femmes que de contraindre le corps social à se redéfinir par rapport à des critères qu'elles tentent désormais d'imposer.

L'intérêt pour nous c'est d'inventer d'autres formes par lesquelles nous utiliserons toutes les places où nous sommes pour les transformer en ce que nous voulons. Laisser libre cours à notre créativité sans l'aliéner aux rapports établis constitue pour un temps notre force.☉

¹ Compte-rendu d'une conférence faite pour le Centre éducatif de la femme dans le cadre de la journée, 'où en sont les femmes d'ici', tenue à Sherbrooke le 27 avril, 1979.





Marjorie Pickens, from *Women See Woman*